



**GROUPE
CAFOM**

**RAPPORT FINANCIER
SEMESTRIEL
AU 31 MARS 2014**

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| Rapport semestriel d'activité au 31mars 2014..... | 3 |
| Comptes consolidés semestriels au 31mars 2014..... | 21 |
| Etat de la situation financière | 22 |
| Tableaux de flux de trésorerie consolidés..... | 25 |
| Tableau de variation des capitaux propres consolidés..... | 26 |
| Notes annexes aux comptes consolidés semestriels résumés..... | 27 |
| Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle..... | 50 |
| Attestation du responsable du rapport financier semestriel..... | 52 |

**GROUPE
CAFOM**

**RAPPORT SEMESTRIEL
D'ACTIVITE
AU 31 MARS 2014**

Données financières consolidées

PRINCIPAUX AGREGATS FINANCIERS

Le chiffre d'affaires du Groupe au 31 mars 2014 atteint 189.454 milliers d'euros.

➤ **Compte de résultat consolidé :**

- **La marge brute** s'élève à 90.695 milliers d'euros. Elle ressort à 47,87 % du chiffre d'affaires.
- **Les frais commerciaux et administratifs** s'élèvent à 81.551 milliers d'euros et représentent 43.05 % du chiffre d'affaires.
- **Le résultat opérationnel courant** s'établit à 6.784 milliers d'euros, soit 3,58% du chiffre d'affaires.
- **Le coût de l'endettement financier net** ressort à 1.333 milliers d'euros.
- **Le résultat avant impôts**, s'élève à 2.400 milliers d'euros.
- **L'impôt sur le résultat** se monte à 1.077 milliers d'euros.
- **Le résultat net** part du groupe des activités poursuivies s'élève à 1.179 milliers d'euros.

➤ **Tableau des flux de trésorerie et bilan :**

- **La marge brute d'autofinancement** s'élève à 4.871 milliers d'euros.
- **La variation du Besoin en Fonds de Roulement** a généré un dégagement de 3.927 milliers d'euros.
- **La trésorerie nette** ressort à -11.956 milliers d'euros. L'effet de l'incidence des écarts de conversion se traduit par un effet négatif de 74 Keuros
- **L'endettement net** ressort à 57.068 milliers d'euros.

Faits marquants de la période

Les principaux événements survenus au cours du semestre clos le 31 mars 2014 sont les suivants :

- Retour à la rentabilité du Groupe avec un résultat net positif de 1,3 M€ enregistré au 31 mars 2014.
- Réussite des mesures de réorganisation des enseignes outre-mer après la fin du contrat de franchise Conforama
- Remise en ordre de marche d'Habitat dont la perte opérationnelle est encore divisée par deux au titre de ce semestre.
- Endettement financier en légère progression à 57,1 M€ par rapport au 31/03/13 sous l'effet du développement rapide des franchisés Habitat et du déploiement croissant des nouvelles collections Habitat qui consomment davantage de fonds de roulement, mais en régression par rapport au 30/09/13.

| | S1 2013 | S1 2014 | Variation |
|--|--------------------|--------------------|--------------|
| En M€ | (clos au 31/03/13) | (clos au 31/03/14) | |
| Distribution traditionnelle en Outre-mer | 85 | 80 | -7% |
| e-Commerce ¹ | 29 | 36 | +25% |
| Habitat | 74 | 74 | - |
| Chiffre d'affaires consolidé | 188 | 190 | +1% |
| Marge Brute | 88,7 | 90,7 | +2% |
| Ebitda | 1,3 | 9,1 | +593% |
| Résultat opérationnel courant | -2,5 | 6,5 | |
| Résultat opérationnel ² | -3,7 | 3,5 | |
| Résultat net | -4,7 | 1,3 | |

La très bonne dynamique du pôle e-Commerce (Vente-unique.com et DirectLowCost.com) et la solide contribution d'Habitat ont permis de compenser le recul des activités en Outre-mer avant la montée en puissance de la nouvelle politique commerciale (cf. ci-dessous). Le chiffre d'affaires consolidé ressort ainsi en progression de +1%, à 189,5 M€ et la marge brute s'améliore de 2,2% à 90,7 M€, soit 47,9% du chiffre d'affaires.

¹ DirectLowCost est désormais consolidé à 100% contre 70% lors de l'exercice précédent

² Après résultat des sociétés mises en équivalence

Les mesures de réorganisation et d'optimisation mises en œuvre, aussi bien en Outre-mer que dans le pôle Habitat, ont porté leurs fruits et permettent une très nette amélioration des résultats du Groupe. Les charges de personnel ont ainsi été réduites de près de 1 M€ et les charges externes de près de 5 M€. L'Ebitda³ s'inscrit en forte progression, à 9,1 M€ contre 1,3 M€ au 1^{er} semestre 2013, et le résultat opérationnel courant redevient positif à 6,5 M€ contre une perte de 2,5 M€ un an plus tôt.

Le bénéfice net du 1^{er} semestre 2014 s'élève à 1,3 M€ contre une perte de 4,7 M€ au 1^{er} semestre 2013. Ce bénéfice tient compte d'une charge non courante de 0,7 M€ liée aux coûts de départs de salariés, d'une dépréciation de droit au bail de 1,5 M€ et d'un coût de l'endettement financier net de 1,3 M€.

Au 31 mars 2014, les fonds propres du Groupe s'élèvent à 119,4 M€ (dont 118,4 M€ part du Groupe) pour un endettement financier net de 57,1 M€.

Distribution traditionnelle en Outre-mer

En Outre-mer l'activité enregistre une diminution de 7% à 79,4M€ en données publiées, ce repli est notamment dû aux effets du remplacement de l'enseigne Conforama en Martinique qui a nécessité le déménagement du magasin BUT dans l'ancien Conforama et s'est traduit par la fermeture temporaire de BUT pendant près de trois mois. Le 1^{er} semestre 2014 a été consacré à la poursuite de l'optimisation des coûts et à la préparation du plan de relance commerciale. Après l'arrêt de la franchise Conforama, le Groupe a déjà renforcé son offre avec l'implantation de la marque Habitat en Guyane afin de couvrir le segment Premium du marché aux côtés de l'enseigne BUT.

E-Commerce

Le pôle e-Commerce a généré un chiffre d'affaires de 36,5 M€ contre 29,2 M€ un an plus tôt, soit une croissance de +25%.

Vente-unique.com enregistre une progression de +15% de son chiffre d'affaires (29,6 M€) grâce à une croissance de l'activité dans les 7 pays où le site est implanté. On notera la hausse soutenue en France (+10%), une forte accélération en Allemagne et en Espagne (+16%) et une montée en puissance réussie en Belgique (+167%).

Le site Internet DirectLowCost, dédié aux professionnels de l'ameublement, contribue à hauteur de 6,8 M€ au chiffre d'affaires du Groupe sur le semestre, soit une progression de +36% à périmètre constant.

Habitat

Le pôle Habitat a réalisé sur les 6 premiers mois de l'exercice un chiffre d'affaires stable à 73,5 M€. La stratégie de redéploiement de la marque via un modèle privilégiant la franchise porte ses fruits. Elle permet d'accélérer la conquête commerciale, notamment à l'international, tout en réduisant les coûts de structure supportés par le Groupe.

³ Résultat opérationnel avant dotations aux amortissements nettes de reprises

Le 1^{er} semestre a ainsi été marqué par la signature ou le démarrage de nouvelles franchises :

En France (2 magasins ouverts et 7 à terme) ;

En Europe (8 magasins ouverts et 10 à terme, dont 1 à Malte, 8 en Norvège et 1 en Suède) ;

En Chine (5 magasins à terme) ;

En Asie - Pacifique (8 magasins à terme).

Sur le 1^{er} semestre 2014, le chiffre d'affaires généré par les franchisés atteint ainsi plus de 8 M€, en croissance de +134%.

En parallèle, la valorisation du Studio de design Habitat se poursuit avec l'enrichissement de la gamme de produits Habitat et la signature de nouvelles collaborations prometteuses (AFP, Studio Mallet-Stevens, Terre Etoilée, Thierry Marx, etc.).

Evènements postérieurs à la clôture et Perspectives

E-Commerce

Fort d'un savoir-faire reconnu qui repose sur une maîtrise sourcing, logistique, marketing et technologique, le Groupe projette l'introduction en bourse de Vente-Unique.

Le Document de base a été enregistré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro I-14.047 en date du 9 juillet 2014.

Cette introduction en bourse vise notamment à renforcer la visibilité de Vente-Unique et révéler sa valeur.

Le Management du Groupe estime que la potentialité de Vente-Unique en termes de succès commercial et de rentabilité est importante. Vente-Unique continue régulièrement à accroître son EBITDA et à générer une trésorerie significative. Des projets de développement sont actuellement envisagés afin d'élargir la visibilité de Vente-Unique, sous l'angle d'implantations éphémères en centres commerciaux et de franchises internet.

Dans le cadre du litige qui oppose Vente Unique à son ancien transporteur, une audience est intervenue postérieurement à la clôture du semestre. Dans un souci de prudence, la créance de 1,3 M€ toutes taxes détenue par Vente Unique a été intégralement provisionnée. Une provision d'un montant de 1,1 M€ a été comptabilisée au 31 mars 2014 en provision pour dépréciation des créances en lieu et place de la provision pour risques et charges antérieurement comptabilisée d'un montant de 0,5 M€.

Le site DirectLowCost réservé aux professionnels poursuit son développement de manière harmonieuse et permet de livrer des clients dans près de 60 pays. Le Management utilise également cette plateforme de clients comme une veille stratégique qui lui permet d'entretenir des relations privilégiées avec des acteurs locaux afin d'affiner sa connaissance des marchés et développer des courants d'affaires avec des candidats potentiels à la franchise Habitat et e-commerce.

Distribution traditionnelle en Outre-Mer

Comme annoncé, le Groupe a signé un contrat de licences de marques avec DARTY qui nous a consenti l'exclusivité de l'exploitation de la marque en Martinique, en Guadeloupe, en Guyane, à la Réunion, à St-Martin et en Nouvelle-Calédonie. Nous avons aussi signé des contrats d'approvisionnement et de sourcing.

L'ancien magasin de But en Martinique a ainsi après travaux été converti en Habitat (ouverture sur 2.200 m² de surface de vente le 23 avril 2014) et en Darty (1.600 m² de surface de vente le 21 mai 2014).

L'ancien magasin Conforama de Guadeloupe a ouvert après travaux en Darty le 24 juillet 2014 sur une surface de vente de 1.850 m², en comptant le magasin Musique et Son implanté sur le site, qui sera portée à 2.050m² dans les mois qui viennent avec l'implantation des cuisines Darty.

Toutes ces ouvertures ont battu des records d'affluence et d'activité, la Martinique a établi un record de ventes HT pour un Darty le jour de son ouverture, détrônée par la Guadeloupe deux mois plus tard.

Nous avons entrepris les travaux d'aménagement de Darty en Guyane pour une ouverture prévue en octobre 2014 dans le centre commercial Family Plaza.

Nous nous implanterons à la Réunion en 2015.

Habitat

Après une phase de restructuration et de consolidation, nous reprenons le déploiement d'Habitat avec :

Des magasins en propre en bénéficiant de conditions économiques favorables que proposent les bailleurs. Nous avons ainsi signé des contrats nous permettant de nous installer à Bourges, Metz et dans le centre commercial Domus à Rosny-sous-Bois et d'ouvrir un nouveau magasin à Marseille tout en discutant avec le bailleur de notre emplacement actuel afin d'obtenir une réduction significative du loyer et des charges locatives. De même nous avons signé avec Ikea, pour ouvrir 3 magasins dans leurs centres de Reims, Avignon et Bry sur Marne.

Le développement de la franchise qui se poursuit en s'intensifiant à l'international comme en France. Ainsi, un nouvel accord de franchise vient d'être signé avec un groupe de distribution spécialisé au Guatemala. Des contacts avancés permettent également d'envisager des accords prochains en France pour des implantations dans des villes de taille moyenne à fort potentiel de consommation.

Un plan de redynamisation des points de vente Allemands est actuellement mis en œuvre. Au terme de ce plan, le magasin principal d'Hambourg, dont l'environnement immédiat ne correspondait plus à notre positionnement et dont les loyers étaient très élevés, a été fermé en juillet et sera déménagé début novembre sur un site situé à moins de 500m du précédent beaucoup plus cohérent en termes de commercialité et de coûts locatifs. Nous avons signé un bail pour une ouverture prévue début décembre à Francfort et un accord est proche pour l'ouverture d'un magasin à Berlin, deux villes où nous n'étions pas implantés. Des ouvertures de nouveaux points de vente dans des villes majeures sont actuellement à l'étude. Enfin le plan marketing & commercial sera revisité afin de contribuer à un développement plus en phase avec la taille et la potentialité du marché Allemand.

Enfin, la migration informatique est en cours depuis le 21 avril. Trois nouveaux systèmes ont été déployés (système de caisse et back-office magasins, ERP achats/stocks/logistique et système d'information comptable et financier). Ces nouveaux systèmes sont davantage compatibles avec les objectifs de développement d'Habitat tout en s'inscrivant au mieux dans le cadre d'une organisation plus rationnelle ; ils généreront par ailleurs une baisse des coûts de maintenance et d'exploitation.

Un protocole de cession du droit au bail du magasin Habitat Capucines a été signé en date du 8 juillet 2014. Au terme de ce protocole transactionnel, le Groupe percevra un produit de cession de 3,48 M€ en février 2015. Le droit au bail reconnu parmi les incorporels dans le cadre de l'allocation du prix d'acquisition d'Habitat s'élève à 4,6 M€. Une provision pour dépréciation a donc été comptabilisée au 31 mars 2014 à hauteur de la différence entre la valeur de l'incorporel et l'indemnité qui sera perçue ; soit 1,2 M€.

Facteurs de risques et transactions entre parties liées

La société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés.

Nous détaillons ci-dessous les facteurs de risques auxquels le Groupe pourrait être exposé. Ces facteurs de risques sont présentés de manière hiérarchisée et consistent en un suivi des facteurs de risques décrits au sein de notre Rapport Financier Annuel au 30 septembre 2013.

Pour chaque facteur de risque, nous avons détaillé sa nature, son impact et les mesures de réduction mises en place.

Risques Opérationnels

| Catégorie | Nature et mesures de réduction existantes | Impact | Estimation du Management |
|---------------------|--|--|---|
| Approvisionnements | <p>Le groupe CAFOM a notamment construit son savoir-faire sur le sourcing de ses produits. Le sourcing CAFOM couvre tout le spectre métier, de la spécification du produit à rechercher à sa logistique complète (stockage en Asie par exemple, opérations de douane amont/aval, transport maritime, dépotage, stockage final en France et/ou outre-mer, transports vers les points de vente). Le groupe propose d'ailleurs pour ses clients tiers une gamme complète de services et prestations liés au sourcing notamment à travers sa filiale internet Direct Low Cost depuis laquelle le groupe livre des clients établis dans 60 pays. Le savoir-faire important du groupe en matière de sourcing se reflète dans un panel de fournisseurs adéquat et dimensionné en proportion des contraintes et volumes du Groupe.</p> <p>Evolution par rapport au 30/09/2013 : Aucune évolution adverse n'est à noter et la Direction du Groupe maintient l'évaluation de ce facteur de risque telle qu'indiquée au 30/09/2013.</p> | <p>Effet négatif sur les stocks, la marge et in fine sur le résultat opérationnel.</p> | <p>Le risque d'avoir à subir une défaillance d'un ou plusieurs fournisseurs clés/stratégiques comme celui d'avoir à subir un dysfonctionnement logistique majeur est estimé par la Direction du Groupe comme faible.</p> |
| Perte de franchises | <p>Le groupe exploite actuellement la franchise BUT outre-mer. Le contrat de franchise précédemment conclu avec Conforama a pris fin le 31 décembre 2013.</p> <p>Le Groupe s'était organisé en amont pour assurer une transition efficace liée au changement d'enseigne à opérer.</p> | <p>Effet négatif sur le chiffre d'affaires, la marge et in fine sur le résultat opérationnel.</p> <p>Effet adverse sur l'image et la marque.</p> | <p>Le risque lié aux pertes de franchises est estimé par la Direction du Groupe comme faible.</p> |

| Catégorie | Nature et mesures de réduction existantes | Impact | Estimation du Management |
|-----------|--|--------|--------------------------|
| | <p>Au 31 mars 2014, tous les anciens magasins Conforama ont été reconvertis aux Antilles, avec un déménagement du magasin BUT au sein du magasin Conforama de Martinique.</p> <p>Le magasin BUT ainsi déménagé a permis, après travaux sur l'ancien site, l'implantation de Darty (21 mai 2014) et d'Habitat (23 avril 2014).</p> <p>Après travaux, le magasin Conforama de Guadeloupe a ouvert sous enseigne Darty le 24 juillet 2014.</p> <p>La fermeture de l'ancien magasin Conforama en Guyane avait été réalisée avant le 30 septembre 2013 ; les magasins de Kourou et de Saint-Laurent sont passés sous enseigne BUT.</p> <p>Pour ce qui concerne le contrat de franchise BUT, les implantations outre-mer représentent des enseignes majeures pour BUT ; le magasin de Matoury (Cayenne, Guyane) est d'ailleurs avec près de 6,000m2 le plus grand du réseau.</p> <p>Evolution par rapport au 30/09/2013 : La fin du contrat de franchise Conforama n'a entraîné aucune perturbation notable et la Direction du Groupe maintient l'évaluation de ce facteur de risque telle qu'indiquée au 30/09/2013.</p> <p>Le groupe est également franchiseur via la marque Habitat. A ce jour, Habitat s'appuie sur un réseau de franchisés implantés en France, Norvège, Suède, Islande, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Grèce, Turquie, Malte et Qatar. Le plan de développement d'Habitat prévoit l'ouverture dans les deux ans de franchises en Asie (Chine, Thaïlande, Singapour, Malaisie, Taiwan), en Norvège (5 nouveaux points de vente ouverts), en Suède, Pays du Golfe (3 à 5 nouveaux points de vente), France (de 5 à 10 points de vente) et Nouvelle Zélande. D'autres territoires sont également actuellement en discussion. L'expérience de la Direction en matière de développement de la franchise conjuguée à la renommée de la marque Habitat sont des vecteurs</p> | | |

| Catégorie | Nature et mesures de réduction existantes | Impact | Estimation du Management |
|---------------------------------|--|--|---|
| | <p>très positifs de soutien à la croissance.</p> <p>Evolution par rapport au 30/09/2013 : Aucune évolution adverse n'est à noter et la Direction du Groupe maintient l'évaluation de ce facteur de risque telle qu'indiquée au 30/09/2013.</p> | | |
| Recouvrement de créances | <p>Pour ce qui concerne la distribution en magasins (BUT, Habitat), la très large majorité de nos ventes est réalisée au comptant, de facto, sans risque. Pour les ventes à terme, la nature de notre portefeuille clients associée à nos processus de suivi/relance nous permet de limiter significativement le risque d'impayé. Enfin, pour le cas des clients magasins qui règlent à terme, le Groupe a conclu un contrat cadre avec une société de recouvrement par voie extra-judiciaire dont les résultats obtenus nous permettent de recouvrer une proportion importante de créances impayées.</p> <p>Les risques identifiés (Maroc, St Domingue) ont fait l'objet de provisions.</p> <p>Nos magasins disposent soit en consultation amont préventive (Cafom Outre-mer) ou en garantie totale d'une assurance chèques impayés (Habitat).</p> <p>Nos activités sur internet proposent des modes de paiement par carte sécurisés (pour l'utilisateur et pour le commerçant via le protocole 3D-Secure ou équivalent).</p> <p>Evolution par rapport au 30/09/2013 : Aucune évolution adverse n'est à noter et la Direction du Groupe maintient l'évaluation de ce facteur de risque telle qu'indiquée au 30/09/2013.</p> | Effet négatif sur le résultat net. | Le risque lié au recouvrement de créances est estimé par la Direction du Groupe comme maitrisé . |
| Marques et enseignes | <p>Voir aussi paragraphe « risque lié à la perte de franchises ».</p> <p>Les marques exploitées en propre sont la propriété du Groupe (en particulier Habitat et vente-unique). Le Groupe veille à une protection appropriée de ses marques, d'une part au sein des territoires/pays exploités, d'autre part dans des territoires/pays où celles-ci pourraient être exploitées. La protection vise le dépôt et l'enregistrement des marques dans ces territoires.</p> | Effet négatif sur le chiffre d'affaires, la marge et in fine sur le résultat opérationnel. | Le risque lié aux marques et enseignes est estimé par la Direction du Groupe comme faible . |

| Catégorie | Nature et mesures de réduction existantes | Impact | Estimation du Management |
|-------------------------------|--|---|--|
| | <p>Evolution par rapport au 30/09/2013 : Aucune évolution adverse n'est à noter et la Direction du Groupe maintient l'évaluation de ce facteur de risque telle qu'indiquée au 30/09/2013.</p> | | |
| Social | <p>Pour ce qui concerne Habitat, au terme du PSE notifié à la DIRECCTE fin décembre 2013 ; 25 départs volontaires ont été approuvés. Les licenciements des salariés visés par les critères requis ont été notifiés en janvier 2014 et résulteront en 33 départs à l'issue du congés de reclassement d'une durée maximale de 12 mois. Au total, le PSE porte sur 58 licenciements.</p> <p>La Direction d'Habitat consulte très régulièrement les instances représentatives du personnel et au cours du 1er semestre civil 2013, près d'une quinzaine de réunions du C.E. se sont tenues, toujours en présence de membres représentant la Direction d'Habitat.</p> <p>Pour ce qui concerne CAFOM, les consultations et discussions avec les élus sont continues et la Direction ne note, à ce stade, aucune difficulté particulière, en dehors des refus provisoires concernant les salariés protégés.</p> <p>Evolution par rapport au 30/09/2013 : Aucune évolution adverse n'est à noter et la Direction du Groupe maintient l'évaluation de ce facteur de risque telle qu'indiquée au 30/09/2013.</p> | <p>Effet négatif sur le résultat opérationnel.</p> <p>Effet adverse sur l'image.</p> | <p>Les risques sociaux sont estimés par la Direction du Groupe comme maîtrisés. Tous les plans initiés ont fait l'objet de provision.</p> |
| Conjoncture économique | <p>Le groupe CAFOM intervient dans un contexte général fortement déprimé (baisse soutenue de la consommation des ménages et repli sensible du marché du meuble et de l'équipement de la maison). Pour autant, les performances commerciales, notamment d'Habitat, restent relativement satisfaisantes, au même niveau que l'année précédente. La distribution outre-mer souffre davantage d'un contexte économique difficile, particulièrement dans les îles. Pour autant les parts de marché détenues par le groupe sur ces marchés (Antilles, Réunion)</p> | <p>Effet négatif sur le chiffre d'affaires, la marge et in fine sur le résultat opérationnel.</p> | <p>Le risque lié à la conjoncture est estimé par la Direction du Groupe comme maîtrisé.</p> |

| Catégorie | Nature et mesures de réduction existantes | Impact | Estimation du Management |
|---------------------|---|--|--|
| | <p>permettent de limiter les effets négatifs de l'environnement économique. La Guyane est pour le moment épargnée grâce à la croissance dynamique de sa population.</p> <p>Evolution par rapport au 30/09/2013 : Aucune évolution adverse n'est à noter et la Direction du Groupe maintient l'évaluation de ce facteur de risque telle qu'indiquée au 30/09/2013.</p> | | |
| Acquisitions | <p>La potentialité de ce risque se concentre exclusivement sur Habitat, acquisition significative et majeure du Groupe au cours de ces dernières années.</p> <p>Le Président du Groupe assure depuis plus d'un an la direction opérationnelle d'Habitat et anime l'équipe de direction de l'enseigne. Il fixe et conduit la stratégie définie pour Habitat et s'assure de la correcte mise en œuvre des décisions qu'il prend. L'acquisition d'Habitat par le groupe CAFOM n'a pas entraîné de déstabilisation opérationnelle du Groupe ; elle s'est au contraire inscrite dans la logique de développement de marque. L'actionnaire joue depuis l'acquisition pleinement son rôle et a consenti des efforts financiers significatifs pour soutenir la trésorerie d'Habitat dans des proportions totalement compatibles avec ses moyens et contraintes. Le Conseil d'Administration de CAFOM est informé très en amont de tout projet éventuel d'acquisition et confie au Président le degré de pouvoir et délégation approprié pour conduire, lorsqu'ils se présentent, les projets d'acquisition.</p> <p>Evolution par rapport au 30/09/2013 : Aucune évolution adverse n'est à noter et la Direction du Groupe maintient l'évaluation de ce facteur de risque telle qu'indiquée au 30/09/2013.</p> | <p>Effet dilutif de la marge et au-delà de le résultat opérationnel.</p> <p>Objectifs de rentabilité/ performance du Groupe non atteints</p> | <p>Le risque lié aux acquisitions est estimé par la Direction du Groupe comme maîtrisé.</p> |

| | | | |
|--|--|--|---|
| <p>Systemes d'information</p> | <p>Les sociétés Habitat du Groupe opèrent depuis le 21 avril la migration vers trois systèmes clés en matière de système d'information : système de caisses magasins, système d'information comptable et financier, système d'information intégré (ERP).</p> <p>Ces nouveaux systèmes, à l'appui d'une architecture et d'une technologie conformes à l'état de l'art, contribueront à accompagner de manière efficace les développements du Groupe et généreront un coût de fonctionnement très en deçà des systèmes précédents.</p> <p>Les sociétés Habitat du Groupe se sont par ailleurs dotées des compétences fonctionnelles nécessaires pour assumer l'exploitation, la maintenance et les développements futurs de ces systèmes.</p> <p>L'infrastructure réseau et systèmes a été adaptée pour soutenir efficacement la refonte des systèmes d'information.</p> <p>Evolution par rapport au 30/09/2013 : La migration des systèmes d'information est en cours et la Direction du Groupe maintient l'évaluation de ce facteur de risque telle qu'indiquée au 30/09/2013.</p> | <p>Incapacité à conduire les affaires, effet négatif sur le chiffre d'affaires, image du Groupe écornée.</p> | <p>Le risque lié au système d'information est estimé par la Direction du groupe comme maîtrisé.</p> |
| <p>Industriels & environnementaux</p> | <p>La mise à jour de l'annexe RSE sera incluse dans notre Rapport Financier Annuel au 30 septembre 2014.</p> <p>Toutefois, il n'est noté aucune évolution susceptible d'avoir un impact sociétal ou environnemental par rapport à l'annexe RSE présentée dans notre Rapport Financier Annuel au 30 septembre 2014.</p> <p>Evolution par rapport au 30/09/2013 : Aucune évolution adverse n'est à noter et la Direction du Groupe maintient l'évaluation de ce facteur de risque telle qu'indiquée au 30/09/2013.</p> | <p>Effet adverse sur l'image du Groupe.</p> | <p>Les risques industriels & environnementaux sont estimés par la Direction du Groupe comme faibles.</p> |
| <p>Décentralisation du Groupe</p> | <p>Par construction (croissance externe & implantations géographiques multiples) le Groupe est structurellement décentralisé. Une telle structure est reflétée dans le mode de management du Groupe, lui-même déconcentré, même si la Direction Générale reste ultimement responsable</p> | <p>Perte d'efficacité opérationnelle. Processus & procédures non respectés.</p> | <p>Le risque à la décentralisation du Groupe est estimé par la Direction du Groupe comme faible.</p> |

| | | | |
|--------------------------------------|---|---|--|
| | <p>en termes de prise de décisions majeures (stratégie, nomination des managers clés, investissements, croissance externe, etc.). Le dispositif de contrôle interne que le Groupe a choisi de mettre en place tient compte de ce mode d'organisation et de management, mais les éléments clés font l'objet d'un contrôle centralisé, notamment : délégations de pouvoirs et de signatures, revues de direction, nomination des managers clés, validation des packages de rémunérations des managers clés, validation des budgets et forecasts, revue mensuelle des reportings financiers et opérationnels, validation et signature des contrats cadres clients et fournisseurs, gestion de la trésorerie du Groupe, autorisation des investissements.</p> <p>Evolution par rapport au 30/09/2013 : Aucune évolution adverse n'est à noter et la Direction du Groupe maintient l'évaluation de ce facteur de risque telle qu'indiquée au 30/09/2013.</p> | | |
| Juridique & réglementaire | <p>Le processus d'acceptation des contrats clés met en œuvre une revue juridique systématique. Cette revue s'assure notamment qu'il n'existe pas de conditions inacceptables pour le Groupe.</p> <p>Le Groupe fait également appel à des conseils externes pour traiter les aspects réglementaires & juridiques complexes et/ou afférents à des juridictions étrangères. Ces conseils interviennent notamment en matière de droit de la propriété intellectuelle, en droit des sociétés et en droit social.</p> <p>Les principaux litiges ont fait l'objet d'une analyse par le management, qui a estimé qu'en date de clôture, ces différents litiges n'appelaient pas de dotations aux provisions, hormis celles déjà constatées.</p> <p>Evolution par rapport au 30/09/2013 : Aucune évolution adverse n'est à noter et la Direction du Groupe maintient l'évaluation de ce facteur de risque telle qu'indiquée au 30/09/2013.</p> | <p>Effet négatif sur l'EBITDA. Image du Groupe écornée.</p> | <p>Les risques juridiques & réglementaires sont estimés par la Direction du Groupe comme faibles.</p> |

| | | | |
|--|--|--|---|
| <p>Départ de personnes clés</p> | <p>Tous les actionnaires dirigeants du groupe exercent des fonctions opérationnelles au sein du Groupe et assurent la direction opérationnelle au quotidien des enseignes exploitées en France comme outre-mer. Les équipes qui les entourent garantissent des possibilités de substitution adéquates en cas de départ d'une personne clé. Par ailleurs nos systèmes d'information (voir également supra) sont ainsi conçus qu'ils sont suffisamment indépendants des personnes en ce sens qu'ils embarquent les processus afin de contribuer à un degré élevé de poursuite des activités en cas d'absence prolongée ou de départ d'une ou plusieurs personnes clés. Par ailleurs, la Direction d'Habitat a commencé une revue de profils et potentiels afin d'orienter sa politique ressources humaines en matière de rotation des équipes et d'identification des personnels clés.</p> <p>Evolution par rapport au 30/09/2013 : Aucune évolution adverse n'est à noter et la Direction du Groupe maintient l'évaluation de ce facteur de risque telle qu'indiquée au 30/09/2013.</p> | <p>Perte de savoir-faire. Perte d'efficacité opérationnelle. Processus & procédures non respectés.</p> | <p>Le risque lié au départ de personnes clés est estimé par la Direction du Groupe comme faible.</p> |
| <p>Dépréciation du goodwill</p> | <p>Les tests réalisés pour la clôture au 30 septembre 2013. Au 31 mars 2014, il n'y a pas d'indice de perte de valeur.</p> <p>Evolution par rapport au 30/09/2013 : Aucune évolution adverse n'est à noter et la Direction du Groupe maintient l'évaluation de ce facteur de risque telle qu'indiquée au 30/09/2013.</p> | <p>Effet négatif sur le résultat net.</p> | <p>Le risque lié à la dépréciation du goodwill est estimé par la Direction du Groupe comme faible.</p> |

Risques Financiers

| Catégorie | Nature et mesures de réduction existantes | Impact | Estimation du Management |
|-------------------------|---|--|--|
| Risque de prix | <p>Les achats du Groupe libellés en US dollars se sont élevés à \$44.3m au cours de la période comprise entre le 1^{er} octobre 2013 et le 31 mars 2014, répartis entre Cafom Distribution pour \$7m, Cafom Marketing pour \$2.4m, Vente-Unique pour \$11.7m et Habitat pour \$23.2m.</p> <p>Pour ce qui concerne les achats en USD d'Habitat, ceux-ci sont réalisés sur la base d'achats de dollars spots (cours du jour) sans couverture. Le Management d'Habitat n'estime pas pour le moment opportun de mettre en œuvre une politique de couverture des achats en USD compte tenu des autres priorités et axes de développement.</p> <p>Pour ce qui concerne les achats en USD de Cafom Distribution, ceux-ci sont réalisés sur la base d'une couverture qui prend la forme d'achats à terme.</p> <p>Les achats USD à terme se sont élevés pour Cafom Distribution à €9.5m au cours de la période comprise entre le 1^{er} octobre 2013 et le 31 mars 2014 et ont généré une perte nette de change de €10.8k.</p> <p>Evolution par rapport au 30/09/2013 : Aucune évolution adverse n'est à noter et la Direction du Groupe maintient l'évaluation de ce facteur de risque telle qu'indiquée au 30/09/2013.</p> | <p>Volatilité des cours non maîtrisée.</p> <p>Dérive du résultat de change.</p> <p>Effet dilutif/adverse sur la marge brute et le résultat opérationnel.</p> | <p>Le risque de prix est estimé par la Direction du Groupe comme faible.</p> |
| Risque de crédit | <p>Pour ce qui concerne les relations bancaires du Groupe, ce dernier dispose d'un large panel d'établissements. Au côté d'un pool bancaire constitué de trois établissements majeurs ; le Groupe a noué des relations historiques avec quatre autres partenaires de premier ordre auprès desquels le Groupe a négocié des lignes de financements court terme (découvert et escompte) et réparti en contrepartie une portion de ses flux d'encaissements (espèces, chèques et cartes bancaires).</p> <p>Pour ce qui concerne ses relations avec les fournisseurs, le Groupe s'adresse à un large panel de partenaires commerciaux implantés en</p> | <p>Accès restreint aux liquidités et aux marchés de capitaux.</p> <p>Dépendance accrue ou avérée vis-à-vis d'un nombre réduit de partenaires financiers.</p> <p>Assèchement du crédit fournisseurs.</p> <p>Déséquilibre du</p> | <p>Le risque est maîtrisé et l'amélioration des résultats devrait permettre un assouplissement de la position des assureurs crédit</p> |

| Catégorie | Nature et mesures de réduction existantes | Impact | Estimation du Management |
|-----------------------------------|---|---|--|
| | <p>France comme à l'étranger. Les conditions financières négociées avec ces derniers tiennent compte des contraintes liées au besoin de financement de l'exploitation du Groupe. Pour les fournisseurs étrangers, les règlements à crédit sont généralement garantis par une assurance/couverture ad hoc. Sur ce dernier point, le Management du Groupe veille en permanence à l'adéquation entre le niveau d'assurance requis et les termes de paiements souhaités et obtenus de la part de ses fournisseurs.</p> <p>Evolution par rapport au 30/09/2013 : Aucune évolution adverse n'est à noter et la Direction du Groupe maintient l'évaluation de ce facteur de risque telle qu'indiquée au 30/09/2013.</p> | <p>besoin en fonds de roulement et impact sur la structure financière du Groupe. Effet adverse sur les frais financiers.</p> | |
| <p>Risque de liquidité</p> | <p>Nous présentons au sein de la note 5.12 du présent rapport une synthèse des passifs financiers par nature et échéance contractuelle.</p> <p>A la date de clôture, les engagements financiers dont le Groupe dispose lui permettent de réaliser ses ambitions tout en disposant des moyens nécessaires au financement de son exploitation et de son développement. Jusqu'à présent, le Groupe n'a pas rencontré de difficultés liées à l'accès aux liquidités requises.</p> <p>Le Groupe a par ailleurs en date du 29 janvier 2014 obtenu un waiver à l'unanimité des banques du pool au terme duquel les banques renoncent à se prévaloir du remboursement anticipé du prêt syndiqué (« prêt senior »).</p> <p>A l'appui de ce waiver ; les ratios à respecter au 31 mars 2014 sont les suivants.</p> <p>R1 ; Dette financière nette / EBITDA < 7.50 R2 ; cash-flow net / service de la dette > 0.90 R3 ; dette financière nette / fonds propres < 0.50</p> <p>Le test réalisé pour la clôture au 31 mars 2014 sur la base des états financiers consolidés est positif pour les trois ratios et montre les résultats suivants.</p> <p>R1 : 4.91</p> | <p>Déséquilibre de la structure financière du Groupe. Inadéquation entre les objectifs du Groupe et les moyens financiers mis à sa disposition. Incapacité pour le Groupe de faire face à ses engagements financiers.</p> | <p>Le risque de liquidité est estimé par la Direction du Groupe comme maîtrisé.</p> |

| Catégorie | Nature et mesures de réduction existantes | Impact | Estimation du Management |
|-----------|---|--------|--------------------------|
| | R2 : 0.97 R3 : 0.48 Evolution par rapport au 30/09/2013 : Au terme des covenants auxquels le Groupe est soumis dans le cadre du contrat de prêt syndiqué, le test des trois ratios est positif au 31 mars 2014 et la Direction du Groupe maintient l'évaluation de ce facteur de risque telle qu'indiquée au 30/09/2013. | | |

Risques sur actions

Au 31 mars 2014, le Groupe détient 328.680 actions d'auto-détention comptabilisées en titres immobilisés pour 1.393 Keuros, soit un prix de revient de 4,29 € par action. Les actions d'autocontrôle ont été acquises dans le cadre de la régularisation du cours de bourse via un contrat de liquidité.

Risques de variation de cours

Nous vous précisons que la Société n'intervient pas de manière significative sur les marchés financiers.

➤ Transactions entre parties liées

Les principales opérations du semestre, entre l'ensemble des parties liées du groupe CAFOM, sont détaillées dans la note 4.24.

**GROUPE
CAFOM**

**COMPTES CONSOLIDES
SEMESTRIELS RESUMES
AU 31 MARS 2014**

Etat de la situation financière au 31 mars 2014
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

| En milliers d'Euros | Notes | 31/03/2014 | 31/03/2013 |
|---|-------|----------------|----------------|
| | | (6 mois) | (6 mois) |
| Chiffres d'affaires | 4.13 | 189 454 | 187 975 |
| Prix de revient des ventes | | (98 759) | (99 234) |
| MARGE BRUTE | | 90 695 | 88 741 |
| Charges de personnel | 4.14 | (28 226) | (29 100) |
| Autres charges opérationnelles courantes | 4.15 | (55 685) | (62 156) |
| RESULTAT OPERATIONNEL COURANT | | 6 784 | -2 515 |
| Autres produits et charges opérationnels | 4.16 | (3 839) | (1 674) |
| RESULTAT OPERATIONNEL | | 2 945 | -4 189 |
| Quote part des sociétés mises en équivalence | 4.3 | 586 | 496 |
| RESULTAT OPERATIONNEL après résultat des sociétés mises en équivalence | | 3 531 | -3 693 |
| Intérêts et charges assimilées | 4.17 | (1 333) | (1 506) |
| COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER | | (1 333) | (1 506) |
| Autres produits et charges financières | | 203 | 326 |
| RESULTAT FINANCIER | | (1 130) | (1 180) |
| RESULTAT AVANT IMPOTS | | 2 401 | -4 873 |
| Charges d'impôts | 4.18 | (1 077) | 140 |
| RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES | | 1 324 | -4 733 |
| ACTIVITES CEDEES | | | |
| Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession | | | |
| dont part du Groupe | | | |
| dont part des intérêts non contrôlés | | | |
| <hr/> | | | |
| RESULTAT NET de l'ENSEMBLE CONSOLIDE | | 1 324 | -4 733 |
| <i>dont :</i> | | | |
| - <i>part du Groupe</i> | | 1 179 | -4 744 |
| - <i>part des minoritaires</i> | | 145 | 11 |
| <hr/> | | | |
| Résultat de base par action, en euros | 4.22 | | |
| Résultat net des activités poursuivies par action | | 0,16 | - |
| Résultat net des activités abandonnées par action | | | 0,56 |
| Résultat net part du Groupe par action | | 0,14 | - |
| | | | 0,56 |
| <hr/> | | | |
| Résultat dilué par action, en euros | | | |
| Résultat net des activités poursuivies par action | | 0,15 | - |
| Résultat net des activités abandonnées par action | | | 0,52 |
| Résultat net part du Groupe par action | | 0,13 | - |
| | | | 0,52 |

ETAT GLOBAL DES GAINS ET PERTES CONSOLIDES

| en milliers d'euros | 31/03/2014 | 31/03/2013 |
|---|--------------|---------------|
| Résultat net de l'exercice | 1 179 | -4 744 |
| Ecart de conversion | 74 | 12 |
| Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | 1 253 | -4 732 |
| Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - part du Groupe | 1 108 | -4 743 |
| Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - part des minoritaires | 145 | 11 |
| Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | 1 253 | -4 732 |

ACTIF

| En milliers d'Euros | NOTES | 31/03/2014 | 30/09/2013 |
|---|-------|----------------|----------------|
| ACTIFS NON COURANTS | | | |
| Goodwill | 4.1 | 40 838 | 40 838 |
| Autres immobilisations incorporelles | 4.1 | 38 214 | 44 177 |
| Immobilisations corporelles | 4.2 | 46 769 | 45 932 |
| Immobilisations en cours | 4.2 | 1 798 | 466 |
| Titres mis en équivalence | 4.3 | 8 012 | 7 426 |
| Actifs financiers non courants | 4.4 | 10 579 | 12 066 |
| Actifs d'impôts différés | 4.7 | 7 171 | 7 818 |
| Total des actifs non courants | | 153 381 | 158 723 |
| ACTIFS COURANTS | | | |
| Stocks | 4.5 | 76 457 | 70 904 |
| Créances clients et comptes rattachés | 4.6 | 28 360 | 23 070 |
| Autres créances | 4.6 | 23 609 | 28 858 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 4.20 | 12 065 | 9 035 |
| Total des actifs courants | | 140 491 | 131 867 |
| Actifs disponibles à la vente | 4.19 | 3 480 | |
| TOTAL ACTIF | | 297 352 | 290 590 |

| En milliers d'Euros | NOTES | 31/03/2014 | 30/09/2013 |
|--|-------|----------------|----------------|
| CAPITAUX PROPRES | | | |
| Capital social | 4.8 | 43 489 | 43 489 |
| Réserves liées au capital | | 73 739 | 78 565 |
| Résultat net part du Groupe | | 1 179 | -4 903 |
| Capitaux propres - part revenant au Groupe | | 118 407 | 117 152 |
| Intérêts minoritaires dans le résultat | | 145 | 143 |
| Réserves revenant aux minoritaires | | 791 | 648 |
| Capitaux propres - part revenant aux minoritaires | | 936 | 791 |
| CAPITAUX PROPRES | | 119 343 | 117 943 |
| PASSIFS NON COURANTS | | | |
| Provisions non courantes | 4.10 | 3 388 | 3 192 |
| Impôt différé passif | 4.11 | 14 380 | 14 892 |
| Dettes financières à long terme | 4.12 | 37 945 | 26 454 |
| Autres dettes non courantes | | 1 145 | 824 |
| Total des passifs non courants | | 56 858 | 45 362 |
| PASSIFS COURANTS | | | |
| Emprunts et dettes financières à court terme | 4.12 | 7 167 | 20 953 |
| Autres passifs financiers courants | 4.12 | 24 021 | 24 084 |
| Dettes fournisseurs | | 53 156 | 46 740 |
| Dettes fiscales et sociales | | 24 713 | 24 488 |
| Autres passifs courants | | 9 874 | 7 315 |
| Provisions courantes | 4.10 | 2 221 | 3 705 |
| Total des passifs courants | | 121 151 | 127 285 |
| Passif disponibles à la vente | | | |
| TOTAL PASSIF | | 297 352 | 290 590 |

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

| En milliers d'Euros | Notes | 31/03/2014 | 31/03/2013 |
|---|--------|----------------|----------------|
| <u>FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE</u> | | | |
| RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES | | 1 323 | -4 733 |
| Amortissements et provisions | 4.20.2 | 5 554 | 3 880 |
| Incidence variation d'immobilisation | | -57 | 38 |
| Incidence variation de provision | | -1 289 | 505 |
| Plus value de cession, nettes d'impôt | | -209 | |
| Impôts différés | 4.7 | 135 | -210 |
| Titres mis en équivalence | 4.3 | -586 | -496 |
| Autres produits et charges sans contrepartie en trésorerie | | | |
| MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT | | 4 871 | -1 016 |
| Variation du besoin en fonds de roulement | 4.20.3 | 3 927 | 3 886 |
| Flux net de trésorerie généré par l'activité | | 8 798 | 2 870 |
| <u>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</u> | | | |
| Acquisition d'immobilisations | | -7 476 | -4 064 |
| Cessions d'immobilisations | | 3 990 | 201 |
| Incidence des variations de périmètre nette de trésorerie | | | |
| Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement | | -3 486 | -3 863 |
| <u>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</u> | | | |
| Dividendes versés | | | -19 |
| Variations des emprunts | 4.12.3 | -2 292 | 9 715 |
| Augmentation des capitaux propres | | | |
| Ventes (rachats des actions propres) | | 3 | -446 |
| Variations des comptes courants | | | |
| Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement | | -2 289 | 9 250 |
| <u>Flux net lié aux activités cédées</u> | | | |
| Variation nette de la trésorerie | | 3 023 | 8 257 |
| Incidence des variations de cours de devises | | 69 | 12 |
| Trésorerie nette en début d'exercice | 4.20.1 | -15 049 | -11 224 |
| Trésorerie nette à la fin de l'exercice | 4.20.1 | -11 956 | -2 954 |

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

| En milliers d'euros | Nombres d'actions | Capital | Réserves liées au capital | Titres auto-détenus | Réserves et résultats consolidés | Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | Capitaux propres – part du groupe | Capitaux – propres – part des Minoritaires | Total capitaux propres |
|---|-------------------|---------------|---------------------------|---------------------|----------------------------------|---|-----------------------------------|--|------------------------|
| Capitaux propres clôture au 30 septembre 2012 | 8 527 238 | 43 489 | - | - 963 | 80 615 | - 123 | 122 351 | 667 | 123 018 |
| Opérations sur capital | | | | | 180 | | 180 | | 180 |
| Paiements fondés sur des actions | | | | | | | - | | - |
| Opérations sur titres auto-détenus | | | | - 446 | | | - 446 | | - 446 |
| Dividendes | | | | | - 19 | | - | - 19 | - 19 |
| Résultat net de l'exercice au 30 septembre 2013 | | | | | - 4 903 | | - 4 903 | 143 | - 4 760 |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | | | | | - 74 | - 74 | | - 74 |
| Autres mouvements | | | | | 44 | | 44 | | 44 |
| Capitaux propres clôture au 30 septembre 2013 | 8 527 238 | 43 489 | - | - 1 409 | 75 917 | - 197 | 117 152 | 791 | 117 943 |
| Opérations sur capital | | | | | | | - | | - |
| Paiements fondés sur des actions | | | | | | | - | | - |
| Opérations sur titres auto-détenus | | | | | | | - | | - |
| Dividendes | | | | | | | - | | - |
| Résultat net de l'exercice au 31 mars 2014 | | | | | 1 178 | | 1 178 | 145 | 1 323 |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | | | | | 77 | 77 | | 77 |
| Autres mouvements | | | | | | | - | | - |
| Capitaux propres clôture au 31 mars 2014 | 8 527 238 | 43 489 | - | - 1 409 | 77 095 | - 120 | 118 407 | 936 | 119 343 |

Notes annexes aux comptes consolidés semestriels résumés au 31 mars 2014

| | | |
|--------|---|----|
| 2.1 | PRINCIPES GENERAUX ET REFERENTIEL COMPTABLE | 29 |
| 2.2 | RECOURS A DES ESTIMATIONS ET AU JUGEMENT | 31 |
| 2.3 | IMPOT SUR LE RESULTAT | 31 |
| 3.1 | LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES | 32 |
| 4.1 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES : | 33 |
| 4.1.1 | ECARTS D'ACQUISITION : | 33 |
| 4.1.2 | AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES : | 33 |
| 4.2 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES : | 35 |
| 4.3 | TITRES MIS EN EQUIVALENCE : | 36 |
| 4.4 | ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS : | 36 |
| 4.5 | STOCKS : | 37 |
| 4.6 | CREANCES : | 38 |
| 4.7 | IMPOTS DIFFERES: | 38 |
| 4.7.1 | SOLDE DES IMPOTS DIFFERES ACTIF: | 38 |
| 4.7.2 | DECOMPOSITION DES MOUVEMENTS RELATIFS AUX ACTIFS D'IMPOTS DIFFERES : | 39 |
| 4.8 | CAPITAUX PROPRES: | 39 |
| 4.8.1 | CAPITAL : | 39 |
| 4.8.2 | DIVIDENDES: | 39 |
| 4.8.3 | ACTIONS PROPRES : | 39 |
| 4.9 | PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS : | 40 |
| 4.10 | PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES : | 40 |
| 4.10.1 | PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES : | 40 |
| 4.10.2 | NATURE DES PROVISIONS : | 40 |
| 4.11 | IMPOTS DIFFERES PASSIF : | 41 |
| 4.12 | DETTES FINANCIERES : | 41 |
| 4.12.1 | ECHEANCIER DES DETTES FINANCIERES : | 41 |
| 4.12.2 | NATURE DES DETTES FINANCIERES : | 42 |
| 4.12.3 | EVOLUTION DES DETTES FINANCIERES : | 42 |
| 4.13 | CHIFFRE D'AFFAIRES : | 43 |
| 4.14 | FRAIS DE PERSONNEL : | 43 |
| 4.15 | AUTRES CHARGES OPERATIONNELLES COURANTES : | 43 |
| 4.16 | AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS NON COURANTS : | 44 |
| 4.17 | COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER : | 44 |
| 4.18 | IMPOTS SUR LES BENEFICES ET DIFFERES: | 44 |
| 4.18.1 | DECOMPOSITION DE LA CHARGE D'IMPOT : | 44 |

| | | |
|--------|---|----|
| 4.18.2 | EXPLICATION DE LA CHARGE D'IMPOT : | 45 |
| 4.19 | ACTIF DETENUS EN VUE DE LA VENTE, ACTIVITE ARRETEES, CEDEES OU EN COURS DE CESSION | 45 |
| 4.20 | NOTE ANNEXE AU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE NETTE CONSOLIDE : | 46 |
| 4.20.1 | VARIATION DE LA TRESORERIE (EN K€) : | 46 |
| 4.20.2 | DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS : | 46 |
| 4.20.3 | FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION : | 47 |
| 4.21 | TAUX DE CONVERSION : | 47 |
| 4.22 | RESULTAT PAR ACTION : | 48 |
| 4.23 | INFORMATIONS SECTORIELLES : | 48 |
| 4.23.1 | REPARTITION PAR ENSEIGNE : | 48 |
| 4.23.2 | AUTRES INFORMATIONS (ACTIFS ET PASSIFS PAR ZONE GEOGRAPHIQUE) : | 49 |
| 4.24 | INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES : | 49 |

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

Note 1. Généralités

Cafom, société-mère du Groupe, est une société anonyme de droit français à Conseil d'administration, dont le siège social est 3 avenue Hoche 75008 Paris, France. La Société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 422 323 303 RCS Paris et est cotée sur NYSE Euronext Paris .

Les états financiers consolidés résumés au 31 mars 2014 reflètent la situation comptable de Cafom et de ses filiales ainsi que ses intérêts dans les entreprises associées et coentreprises.

Le Conseil d'administration du 18 septembre 2014 a arrêté les états financiers consolidés résumés au 31 mars 2014 et a donné son autorisation à la publication le 19 septembre 2014

Note 2. Méthode comptables

2.1 Principes généraux et référentiel comptable

En application du règlement européen n°1606 / 2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du Groupe CAFOM au 30 septembre 2013 ont été établis en conformité avec les normes comptables internationales telles qu'approuvées par l'Union européenne à la date de clôture de ces états financiers et qui sont d'application obligatoire à cette date. Les normes internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) et les interprétations de l'IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les états financiers consolidés résumés au 31 mars 2014 sont préparés selon la disposition de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire », telle qu'adoptée par l'Union Européenne, qui permet de présenter une sélection de notes informatives. Les notes annexes ne comportent pas l'intégralité des informations requises par le référentiel IFRS et doivent être lues en relation avec les états financiers annuels du Groupe, pour l'exercice clos le 30 septembre 2013.

L'ensemble des textes adoptés par l'Union européenne est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

De nouvelles normes et interprétations, dont l'application est rendue obligatoire pour l'exercice ouvert le 1er octobre 2013, ont été retenues pour l'élaboration des états financiers du 1er semestre de l'exercice 2013/2014.

Ces nouvelles normes, interprétations et amendements appliqués sur l'exercice 2013/2014 et non anticipés dans les états financiers de l'exercice 2012/2013 correspondent à :

_ IAS 19 Révisée « Avantages du personnel » (applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013) ;

_ l'IFRS 13 concernant l'évaluation à la juste valeur (applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013) ;

La première application de la norme IAS 19 révisée n'entraîne pas d'impacts significatifs dans les comptes consolidés du Groupe.

Les normes, interprétations et amendements à des normes existantes qui ne sont pas appliqués par anticipation dans les états financiers joints sont :

- _ l'IFRS 10 relative aux états financiers consolidés (applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014) ;
- _ l'IFRS 11 « Partenariats », (applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014) ;
- _ l'IFRS 12 relative aux informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités (applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014) ;
- _ l'amendement de la norme IAS 27 relatif aux états financiers individuels ;
- _ l'amendement de la norme IAS 28 « Participation dans les entreprises associées et dans les coentreprises » ;
- _ l'interprétation « IFRIC 21 – Droits ou taxes » relative à la comptabilisation d'un passif au titre d'un droit ou d'une taxe exigible (applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014).

Le Groupe revoit l'ensemble de ces normes et interprétations, afin de mesurer leur impact potentiel sur les résultats, la position financière et les flux de trésorerie consolidés et d'évaluer l'incidence sur les informations à fournir.

La norme IFRS 10 définit plus particulièrement un modèle unique d'analyse du contrôle, base de la consolidation par intégration globale, qui comprend trois éléments : le pouvoir, l'exposition au rendement et la capacité d'utiliser le pouvoir afin d'influer sur les rendements.

La norme IFRS 11 quant à elle vise à supprimer la méthode de l'intégration proportionnelle. La comptabilisation des accords de partenariats est exclusivement fondée sur la nature et la substance des droits et obligations contractuels, indépendamment de la forme juridique des accords. Le Groupe sera amené à analyser l'accord conjoint soustendant le partenariat : en cas de co-entreprise, le Groupe consolidera la filiale selon la méthode de la mise en équivalence ; en cas d'activité conjointe, il sera procédé à une comptabilisation des actifs, passifs, charges et produits, ainsi que la quote-part détenue conjointement dans ces derniers.

Excepté la prise en comptes des nouvelles normes applicables au 1er octobre 2013, les autres principes comptables appliqués aux comptes consolidés semestriels résumés au 31 mars 2014 sont identiques à ceux retenus au 30 septembre 2013 tels que décrits dans la note 4.1 de l'annexe aux comptes consolidés du 30 septembre 2013. L'amendement de la norme IAS 1 sur la présentation des autres éléments du résultat global, applicable au 1er novembre 2013, n'a eu aucun impact sur la présentation des comptes consolidés semestriels résumés du Groupe.

Le Groupe n'a pas choisi d'appliquer de normes, amendements de normes ou interprétations par anticipation. Aucun impact significatif n'est attendu pour l'application de ces normes.

2.2 Recours à des estimations et au jugement

La préparation des états financiers consolidés implique la prise en compte d'estimations et d'hypothèses par la direction du Groupe qui peuvent affecter la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans les notes annexes.

La direction du Groupe revoit ses estimations et ses hypothèses de manière régulière afin de s'assurer de leur pertinence au regard de l'expérience passée et de la situation économique actuelle. En fonction de l'évolution de ces hypothèses, les éléments figurant dans ses futurs états financiers pourraient être différents des estimations actuelles. L'impact des changements d'estimations comptables est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes futures affectées.

Les principales estimations faites par la direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation et les durées d'utilité des actifs opérationnels, corporels, incorporels et goodwill (note 4.1), le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité (stock et créances) (note 4.5 et note 4.6), ainsi que les hypothèses retenues pour le calcul des obligations liées aux avantages du personnel, des impôts différés et des instruments financiers. Le Groupe utilise notamment des hypothèses de taux d'actualisation, basées sur des données de marché, afin d'estimer ses actifs et passifs à long terme.

2.3 Impôt sur le résultat

La charge d'impôt de la période (exigible et différée) est déterminée à partir du taux d'impôts applicable à chaque entité fiscale. Le taux d'impôt correspond au d'impôt effectif attendu au 30 septembre à l'exception de l'effet des déficits non activés.

Les pertes fiscales de la période n'ont pas donné lieu à la comptabilisation d'impôt différé actif.

Note 3. Périmètre de consolidation

3.1 Liste des sociétés consolidées

| Sociétés | % contrôle | | % Intérêt | |
|---|---------------------|------------|------------|------------|
| | 31/03/2014 | 30/09/2013 | 31/03/2014 | 30/09/2013 |
| SA CAFOM | Société Mère | | | |
| France | | | | |
| SA CAFOM..... | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SAS CAFOM DISTRIBUTION..... | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SAS VENTE-UNIQUE.COM..... | 92,00 | 92,00 | 92,00 | 92,00 |
| SARL DISTRISERVICES (1)..... | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SAS B2SEE..... | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SA CAFINEO..... | 49,00 | 49,00 | 49,00 | 49,00 |
| SAS HABITAT France..... | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SAS HABITAT DESIGN INTERNATIONAL..... | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SAS HABITAT ON-LINE..... | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| EUROPE | | | | |
| SARL VENTA UNICA (5)..... | 92,00 | 92,00 | 92,00 | 92,00 |
| SAS HABITAT Monaco..... | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SA CAFOM MARKETING..... | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| GMBH HABITAT..... | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SA HABITAT ESPAGNE..... | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| HABITAT DEVELOPPEMENT INT..... | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| RESTE DU MONDE | | | | |
| SAS DIRECT LOW COST..... | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| GUADELOUPE | | | | |
| SAS GUADELOUPEENNE DE DISTRIBUTION..... | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SAS GOURBEYRE DISTRIBUTION..... | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SAS GUADELOUPE MOBILIER..... | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SARL CARAIBE SERVICE PLUS (2)..... | 80,00 | 80,00 | 80,00 | 80,00 |
| SAS MUSIQUE ET SON GUADELOUPE..... | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| MARTINIQUE | | | | |
| SAS COMADI..... | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SAS SOCAMO..... | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SAS MUSIQUE ET SON..... | 94,00 | 94,00 | 94,00 | 94,00 |
| SARL MARTINIQUE SERVICE PLUS..... | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SARL SOCAMO SERVICE PLUS (3)..... | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SARL CAFOM CARAIBES..... | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SAS URBASUN CARAIBES..... | 49,00 | 49,00 | 49,00 | 49,00 |
| GUYANE | | | | |
| SAS LA CAYENNAISE DE DISTRIBUTION..... | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SARL GUYANE MOBILIER..... | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SAS KATOURY DISTRIBUTION..... | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SARL GUYANE SERVICE PLUS..... | 80,00 | 80,00 | 80,00 | 80,00 |
| SAS HABITAT GUYANE..... | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SAS MUSIQUE ET SON GUYANE..... | 100,00 | | 100,00 | |
| REUNION | | | | |
| SAS LA BOURBONNAISE DE DISTRIBUTION (1)..... | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SARL RSP (4)..... | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| BRESIL | | | | |
| SA COMMERCIAL EUROPEA DO BRASIL LTDA (1)..... | 90,00 | 90,00 | 90,00 | 90,00 |
| SAINT-MARTIN | | | | |
| SAS DISTRIBUTION DES ILES DU NORD..... | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SAS SERVICES DES ILES DU NORD..... | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |

(1) Sociétés filiales de la société CAFOM DISTRIBUTION

(2) Société filiale de la Société SARL GUYANE SERVICE PLUS

(3) Société filiale de la Société SAS SOCAMO

(4) Société filiale de la Société SAS LA BOURBONNAISE DE DISTRIBUTION

(5) Société filiale de la Société SAS VENTE UNIQUE

Note 4. Notes relatives au bilan et au compte de résultat

4.1 Immobilisations incorporelles :

4.1.1 Ecart d'acquisition :

| En milliers d'euros | 31/03/2014 | 30/09/2013 |
|--|---------------|---------------|
| Valeur nette au début d'exercice | 40 838 | 40 736 |
| Acquisitions de l'exercice | | 102 |
| variation de périmètre | | |
| Activités destinées à être cédées | | |
| Dépréciation | | |
| Valeur nette à la fin de la période | 40 838 | 40 838 |

Les Goodwill se répartissent comme suit :

| En milliers d'euros | 31/03/2014 | 30/09/2013 | Variation |
|---------------------|---------------|---------------|-----------|
| Martinique | 21 779 | 21 779 | 0 |
| Guyane | 4 712 | 4 712 | 0 |
| Guadeloupe | 6 286 | 6 286 | 0 |
| Saint-Martin | 530 | 530 | 0 |
| Réunion | 2 937 | 2 937 | 0 |
| Espagne | | | 0 |
| Allemagne | | | 0 |
| Métropole | 4 593 | 4 593 | 0 |
| Total | 40 838 | 40 838 | 0 |

Dans le cadre de la situation intermédiaire, les goodwill ne sont testés que si des indices de perte de valeur sont identifiés. Au 31 mars 2014, aucun indice n'a été identifié par le Groupe.

4.1.2 Autres immobilisations incorporelles :

| VALEUR BRUTE | Droit au bail | Fichiers clients Internet | Logiciel | Marque | Immobilisation en cours | TOTAL |
|---|---------------|------------------------------|--------------|--------------|----------------------------|----------------|
| Solde au 30/09/2012 | 39 768 | 2 785 | 4 042 | 5 400 | | 51 995 |
| Augmentation | | 233 | 78 | 109 | 1 448 | 1 868 |
| reclassement | 13 | - 255 | 257 | | | 15 |
| Diminution | 1 929 | | 90 | | | 2 019 |
| Solde au 30/09/2013 | 37 852 | 2 763 | 4 287 | 5 509 | 1 448 | 51 859 |
| Augmentation | | 149 | 1 078 | - | - | 1 227 |
| reclassement activités destinés à être cédés | - 4 682 | - | - | - | - | - 4 682 |
| Diminution | - | - | 557 | - | 1 060 | 1 617 |
| Solde au 31/03/2014 | 33 170 | 2 912 | 4 808 | 5 509 | 388 | 46 787 |

| VALEUR AMORTISSEMENT | Droit au bail | Fichiers clients Internet | Logiciel | Marque | Immobilisation en cours | TOTAL |
|----------------------------|---------------|---------------------------|--------------|--------|-------------------------|--------------|
| Solde au 30/09/2012 | 3 845 | 219 | 3 770 | | | 7 834 |
| Augmentation | | 544 | 235 | | | 779 |
| reclassement | | | | | | - |
| Diminution | 650 | 191 | 90 | | | 931 |
| Solde au 30/09/2013 | 3 195 | 572 | 3 915 | - | - | 7 682 |
| Augmentation | 1 552 | 133 | 597 | - | - | 2 282 |
| reclassement | - 1 336 | 134 | - | - | - | - 1 202 |
| Diminution | - | - | - 189 | - | - | - 189 |
| Solde au 31/03/2014 | 3 411 | 839 | 4 323 | - | - | 8 573 |

| VALEUR NETTE COMPTABLE | Droit au bail | Fichiers clients Internet | Logiciel | Marque | Immobilisation en cours | TOTAL |
|----------------------------|---------------|---------------------------|------------|--------------|-------------------------|---------------|
| Solde au 30/09/2012 | 35 923 | 2 566 | 272 | 5 400 | - | 44 161 |
| Augmentation | - | - 311 | - 157 | 109 | 1 448 | 1 089 |
| reclassement | 13 | - 255 | 257 | - | - | 15 |
| Diminution | 1 279 | - 191 | - | - | - | 1 088 |
| Solde au 30/09/2013 | 34 657 | 2 191 | 372 | 5 509 | 1 448 | 44 177 |
| Augmentation | - 1 552 | 16 | 481 | - | - | - 1 055 |
| reclassement | - 3 346 | - 134 | - | - | - | - 3 480 |
| Diminution | - | - | 368 | - | 1 060 | 1 428 |
| Solde au 31/03/2014 | 29 759 | 2 073 | 485 | 5 509 | 388 | 38 214 |

Un protocole de cession du droit au bail du magasin Habitat Capucines a été signé en date du 8 juillet 2014. Au terme de ce protocole transactionnel, le Groupe percevra un produit de cession de 3,48 M€ en février 2015. Le droit au bail reconnu parmi les incorporels dans le cadre de l'allocation du prix d'acquisition d'Habitat s'élève à 4,6 M€. Une provision pour dépréciation a donc été comptabilisée au 31 mars 2014 à hauteur de la différence entre la valeur de l'incorporel et le prix à percevoir ; soit 1,2 M€. La valeur nette de ce droit au bail a été reclassé en actifs destinés à être cédés.

Les valeurs de droit au bail inscrites en actifs incorporels feront l'objet au 30 septembre 2014 d'impairment tests afin de comparer la valeur d'utilité des droits au bail et la valeur inscrite en incorporels.

4.2 Immobilisations corporelles :

| VALEUR BRUTE | Terrain | Construction | ITMOI | Autres immobilisations | TOTAL | Immobilisation en cours corporelles |
|----------------------------|---------------|---------------|--------------|------------------------|----------------|-------------------------------------|
| Solde au 30/09/2012 | 10 890 | 44 554 | 8 345 | 69 743 | 133 532 | 425 |
| Augmentation | | 958 | 1 687 | 1 125 | 3 770 | 47 |
| reclassement | | | | | - | |
| Diminution | | 7 417 | 1 526 | 1 784 | 10 727 | 7 |
| Solde au 30/09/2013 | 10 890 | 38 095 | 8 506 | 69 084 | 126 575 | 465 |
| Augmentation | - | 906 | 166 | 3 235 | 4 307 | 1 567 |
| reclassement | - | - | - | - | - | |
| Diminution | - | 323 | 59 | - | 383 | 233 |
| Solde au 31/03/2014 | 10 890 | 38 677 | 8 613 | 72 319 | 130 500 | 1 799 |

| VALEUR AMORTISSEMENT | Terrain | Construction | ITMOI | Autres immobilisations | TOTAL | Immobilisation en cours corporelles |
|----------------------------|----------|---------------|--------------|------------------------|---------------|-------------------------------------|
| Solde au 30/09/2012 | | 20 901 | 7 374 | 55 922 | 84 197 | |
| Augmentation | | 2 865 | 1 905 | 1 822 | 6 592 | |
| reclassement | | | | | - | |
| Diminution | | 7 323 | 1 526 | 1 297 | 10 146 | |
| Solde au 30/09/2013 | - | 16 443 | 7 753 | 56 447 | 80 643 | - |
| Augmentation | - | 1 276 | 286 | 1 712 | 3 275 | |
| reclassement | - | - | - | - | - | |
| Diminution | - | 130 | 58 | - | 188 | |
| Solde au 31/03/2014 | - | 17 589 | 7 981 | 58 159 | 83 729 | - |

| VALEUR NETTE COMPTABLE | Terrain | Construction | ITMOI | Autres immobilisations | TOTAL | Immobilisation en cours corporelles |
|----------------------------|---------------|---------------|------------|------------------------|---------------|-------------------------------------|
| Solde au 30/09/2012 | 10 890 | 23 653 | 971 | 13 821 | 49 335 | 425 |
| Augmentation | - | 1 907 | 218 | 697 | 2 822 | 47 |
| reclassement | - | - | - | - | - | - |
| Diminution | - | 94 | - | 487 | 581 | 7 |
| Solde au 30/09/2013 | 10 890 | 21 652 | 753 | 12 637 | 45 932 | 465 |
| Augmentation | - | 371 | 120 | 1 523 | 1 032 | 1 567 |
| reclassement | - | - | - | - | - | - |
| Diminution | - | 194 | 1 | - | 194 | 233 |
| Solde au 31/03/2014 | 10 890 | 21 088 | 632 | 14 160 | 46 770 | 1 799 |

4.3 Titres mis en équivalence :

Les principaux éléments des sociétés mises en équivalence sont les suivantes

| En milliers d'euros | % détention | Titres mis en équivalence 30/09/2013 | Variation de périmètre | Impact Résultat | Titres mis en équivalence 31/03/2014 | Date de clôture |
|----------------------|-------------|--------------------------------------|------------------------|-----------------|--------------------------------------|-----------------|
| SA CAFINEO | 49,00% | 7 385 | | 586 | 7 971 | 31/12/2013 |
| SAS Urbasun Caraïbes | 49,00% | 40 | | | 40 | 31/03/2014 |
| Total | | 7 426 | | 586 | 8 012 | |

Les titres mis en équivalence correspondent à des participations dans :

- la société CAFINEO, société d'organisme de crédit à la consommation. Le résultat a été déterminé à partir des données financières intermédiaires transmis par le management de la société.
- la société URBASUN Caraïbes. Cette société a pour activité l'exploitation des installations d'électricité d'origine renouvelable. L'activité n'est pas significative par rapport aux comptes consolidés de CAFOM. La quote-part de résultat revenant au groupe pour le semestre clos au 31 mars 2014 de cette filiale est une perte de 6 K€

4.4 Actifs financiers non courants :

| VALEUR BRUTE | Titres de participations | autres titres immobilisés | Prêts | Dépôts et cautionnement | TOTAL |
|----------------------------|--------------------------|---------------------------|-----------|-------------------------|---------------|
| Solde au 30/09/2012 | 543 | 31 | 42 | 12 619 | 13 235 |
| Augmentation | 118 | | | 2 102 | 2 220 |
| reclassement | | | | | - |
| Diminution | 75 | | 14 | 2 906 | 2 995 |
| Solde au 30/09/2013 | 586 | 31 | 28 | 11 815 | 12 460 |
| Augmentation | - | 164 | | 345 | 509 |
| reclassement | | | | | - |
| Diminution | | | | - 1 996 | - 1 996 |
| Solde au 31/03/2014 | 586 | 195 | 28 | 10 164 | 10 973 |

| VALEUR AMORTISSEMENT | Titres de participations | autres titres immobilisés | Prêts | Dépôts et cautionnement | TOTAL |
|----------------------------|--------------------------|---------------------------|----------|-------------------------|------------|
| Solde au 30/09/2012 | 331 | | | 63 | 394 |
| Augmentation | | | | | - |
| reclassement | | | | | - |
| Diminution | | | | | - |
| Solde au 30/09/2013 | 331 | - | - | 63 | 394 |
| Augmentation | | | | | - |
| reclassement | | | | | - |
| Diminution | | | | | - |
| Solde au 31/03/2014 | 331 | - | - | 63 | 394 |

| VALEUR NETTE COMPTABLE | Titres de participations | autres titres immobilisés | Prets | Dépôts et cautionnement | TOTAL |
|----------------------------|-----------------------------|------------------------------|-----------|----------------------------|---------------|
| Solde au 30/09/2012 | 212 | 31 | 42 | 12 556 | 12 841 |
| Augmentation | 118 | - | - | 2 102 | 2 220 |
| reclassement | - | - | - | - | - |
| Diminution | 75 | - | 14 | 2 906 | 2 995 |
| Solde au 30/09/2013 | 255 | 31 | 28 | 11 752 | 12 066 |
| Augmentation | - | 164 | - | 345 | 509 |
| reclassement | - | - | - | - | - |
| Diminution | - | - | - | 1 996 | 1 996 |
| Solde au 31/03/2014 | 255 | 195 | 28 | 10 101 | 10 579 |

4.5 Stocks :

| En milliers d'euros | Valeur Brutes | Provision | Valeur nette |
|---------------------|---------------|-----------|--------------|
| 30/09/2012 | 78 910 | 5 273 | 73 637 |
| 30/09/2013 | 75 402 | 4 499 | 70 903 |
| 31/03/2014 | 79 076 | 2 619 | 76 457 |

| Provision | Stocks |
|----------------------------|--------------|
| Solde au 30/09/2012 | 5 273 |
| Augmentation | 2 182 |
| Diminution | 2 956 |
| Solde au 30/09/2013 | 4 499 |
| Augmentation | 1 084 |
| Diminution | 2 964 |
| Solde au 31/03/2014 | 2 619 |

La provision pour dépréciation du stocks d'Habitat a fait l'objet d'une reprise de provision de 1,5 M€. Cette reprise de provision a été enregistrée en produit opérationnel courant au 31 mars 2014.

4.6 Créances :

| En milliers d'euros | Valeur brute au 31/03/2014 | Provisions au 31/03/2014 | Valeur nette au 31/03/2014 | Valeur nette au 30/09/13 |
|-------------------------------------|----------------------------|--------------------------|----------------------------|--------------------------|
| Clients et comptes rattachés | 36 376 | 8 016 | 28 360 | 23 071 |
| Avances versées sur cdes | 1 474 | | 1 474 | 2 030 |
| Créances sociales et fiscales | 9 513 | | 9 513 | 10 110 |
| Autres créances | 13 765 | 4 574 | 9 191 | 12 828 |
| Charges constatées d'avance | 3 431 | | 3 431 | 3 890 |
| Total des autres créances | 28 183 | 4 574 | 23 609 | 28 858 |
| Créances d'exploitation | 64 559 | 12 590 | 51 969 | 51 929 |

L'état des dépréciations est résumé comme suit :

| Provision | Créances clients | Autres créances |
|----------------------------|------------------|-----------------|
| Solde au 30/09/2012 | 7 342 | 1 578 |
| Augmentation | 4 751 | 2 519 |
| Diminution | 5 629 | 42 |
| Solde au 30/09/2013 | 6 464 | 4 055 |
| Augmentation | 4 763 | 527 |
| Diminution | 3 211 | 8 |
| Solde au 31/03/2014 | 8 016 | 4 574 |

Depuis 2013, des négociations ont été engagées avec les actionnaires actuels de la Société Delpha ainsi qu'auprès d'un pool d'investisseurs pour renégocier le paiement des créances détenues par le Groupe. Sur la base des premières négociations, la direction avait comptabilisé au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2013 un complément de provision pour dépréciation à hauteur de 2,5 M€. A cette date, le total des créances et titres nets de provisions s'élevait à 2,8 M€. Des discussions et négociations sont toujours en cours au 31 mars 2014. La Direction du Groupe a comptabilisé au 31 mars 2014 un complément de provision de 0,5 M€ ramenant le montant net des créances et titres à 2,3 M€.

4.7 Impôts différés:

4.7.1 Solde des impôts différés actif:

| En milliers d'euros | 31/03/2014 | 30/09/2013 |
|---|--------------|--------------|
| Solde des impôts différés actifs | 7 171 | 7 818 |

dont variation de périmètre
Impact résultat

- 647 1 002

4.7.2 Décomposition des mouvements relatifs aux actifs d'impôts différés :

| En milliers d'euros | Solde 30 septembre 2013 | variation de périmètre | mouvement net | | Solde 31 mars 2014 |
|--|----------------------------|---------------------------|---------------|--------------|-----------------------|
| | | | débit | crédit | |
| Crédit bail | -153 | | 110 | | -43 |
| Droit au bail | -215 | | | | -215 |
| Diff temporaire | 333 | | | | 333 |
| Ecart de change | -151 | | 96 | | -55 |
| Retraite | 856 | | 61 | | 917 |
| Amortissement dérogatoire | -779 | | | 7 | -786 |
| Provision intra Groupe | -220 | | | | -220 |
| Cession interne | -149 | | | | -149 |
| Stock | 1 195 | | | 330 | 865 |
| Déficit reportable activé | 6 376 | | | 672 | 5 704 |
| Titres auto-contrôle | 43 | | | | 43 |
| Amortissement réévaluation | 343 | | 57 | | 400 |
| IAS 36 39 | -31 | | 38 | | 7 |
| Frais acquisitions titres | 371 | | | | 371 |
| Impôt différé (actif non courant) | 7 818 | 0 | 362 | 1 009 | 7 171 |
| Impact sur le résultat | | | -647 | | |

4.8 Capitaux propres:

4.8.1 Capital :

| En euros | 30/09/2013 | Augmentation | Diminution | 31/03/2014 |
|-----------------------|-------------------|--------------|------------|-------------------|
| Nb d'actions | 8 527 238 | | | 8 527 238 |
| Valeur nominale | 5,10 | | | 5,10 |
| Capital social | 43 488 914 | - | - | 43 488 914 |

4.8.2 Dividendes:

La société CAFOM n'a procédé à aucune distribution de dividende au titre du résultat de l'exercice précédent.

4.8.3 Actions propres :

Dans le cadre des autorisations données par les Assemblées générales, des actions de la SA CAFOM ont été rachetées par le Groupe. La part du capital social détenu a évolué de la manière suivante:

| <i>(En nombre d'actions)</i> | Réalisation 31/03/2014 | Réalisation 30/09/2013 |
|--------------------------------|---------------------------|---------------------------|
| Détention à l'ouverture | 328 680 | 222 412 |
| variation nette | | 106 268 |
| Détention à la clôture | 328 680 | 328 680 |

4.9 Paiements fondés sur des actions :

Conformément à « IFRS 2 – Paiements fondés sur des actions », les options ont été évaluées à leur date d'octroi. Cette valeur est enregistrée en charge de personnel au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les bénéficiaires.

Sur l'exercice, le Groupe n'a pas comptabilisé de frais liés aux plans.

| | Nombre d'actions | Prix d'exercice |
|----------------------------------|---------------------|--------------------|
| Actions à l'ouverture | 11 800 | - |
| Octroyées au cours de l'exercice | - | |
| Annulées au cours de l'exercice | - | |
| Exercées au cours de l'exercice | - | |
| Actions à la clôture | 11 800 | - |

4.10 Provisions courantes et non courantes :

4.10.1 Provisions courantes et non courantes :

| En milliers d'euros | Provisions courantes | Provisions non courantes | Provisions totales |
|--|----------------------|--------------------------|--------------------|
| Provisions au 30 septembre 2012 | 3 087 | 17 831 | 20 918 |
| Dotations | 2 266 | 64 | 2 330 |
| Provisions utilisées | - 881 | - 151 | - 1 032 |
| reclassement | - 767 | 767 | |
| Reclassement IDP | | - 15 319 | - 15 319 |
| Provisions au 30 septembre 2013 | 3 705 | 3 192 | 6 897 |
| Dotations | 320 | 291 | 611 |
| Provisions utilisées | - 1 804 | - 96 | - 1 900 |
| Provisions au 31 mars 2014 | 2 221 | 3 387 | 5 608 |

4.10.2 Nature des provisions :

| En milliers d'euros | Ouverture | dotation | reprise | Cloture |
|--|--------------|------------|--------------|--------------|
| Provision pour litige | 1 544 | 150 | 563 | 1 131 |
| Provision pour charge | 2 160 | 170 | 1 241 | 1 089 |
| Provision courante | 3 705 | 320 | 1 804 | 2 221 |
| Provision indemnité départ à la retraite | 2 567 | 181 | | 2 748 |
| Autres provisions | 625 | 110 | 96 | 639 |
| Provision non courante | 3 192 | 291 | 96 | 3 387 |

4.11 Impôts différés passif :

| En milliers d'euros | Ouverture | Variation | Cloture |
|--------------------------------|---------------|--------------|---------------|
| Réévaluation droit au bail | 8 493 | - 512 | 7 981 |
| Réévaluation immobilière | 4 999 | | 4 999 |
| Marque | 1 400 | | 1 400 |
| Impôts différés Passifs | 14 892 | - 512 | 14 380 |

4.12 Dettes financières :

4.12.1 Echancier des dettes financières :

| En milliers d'euros | Échéances | | | | Part non courante | Endettement au 30/09/2013 |
|--|------------------|---------------|---------------|---------------|-------------------|---------------------------|
| | Total 31/03/2014 | Moins d'1 an | 1 à 5 ans | Plus de 5 ans | | |
| Dettes liés à la participation des salariés | | | | | | |
| Dettes financières à long terme ^(*) | 45 004 | 7 060 | 32 981 | 4 963 | 37 944 | 47 074 |
| Dettes financières à long terme | 45 004 | 7 060 | 32 981 | 4 963 | 37 944 | 47 074 |
| Dettes diverses (intérêts courus) | 107 | 107 | | | | 333 |
| Total des dettes financières à long terme | 45 111 | 7 167 | 32 981 | 4 963 | 37 944 | 47 407 |
| Découverts bancaires | 24 021 | 24 021 | | | | 24 084 |
| Emprunts et dettes financières | 69 132 | 31 188 | 32 981 | 4 963 | 37 944 | 71 491 |
| ^(*) Dont crédit bail | 14 308 | 436 | 10 655 | 3 216 | 13 871 | 12 958 |

Tous les emprunts ou dettes portant intérêts sont initialement enregistrés à la juste valeur du montant reçu, moins les coûts de transaction directement attribuables. Postérieurement à la comptabilisation initiale, les prêts et emprunts portant intérêts sont évalués au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Au 30 septembre 2013, le Groupe avait reclassé la dette senior (prêt syndiqué) au sein des passifs financiers courants (poste « emprunts et dettes financières à court terme ») pour un montant de 16,2 M€ ; le waiver obtenu à l'unanimité des banques du pool l'ayant été postérieurement à la date de clôture soit le 29 janvier 2014.

Au 31 mars 2014, le solde du prêt relatif à cette dette sénior qui s'élève à 14,4 M€ a été reclassé grâce à l'obtention de l'accord précité en passifs financiers non courants pour un montant de 11 M€ et en passifs financiers courant pour un total de 3,4 M€.

Conformément aux covenants attachés au prêt syndiqué, les tests de ratios fixés au 31 mars 2014 sont respectés. Au 31 mars 2014, le calcul des trois ratios prévus au contrat cadre de prêt est le suivant :

| <i>Ratio</i> | <i>Résultat du Calcul au 31 mars 2014</i> | <i>Seuil</i> | <i>Résultat du test</i> |
|---|---|--------------|-------------------------|
| R1 : Dette Financière Nette / EBITDA | 4,91 | <7.50x | Positif |
| R2 : Cash-Flow Net / Service de la Dette | 0,97 | >0.90x | Positif |
| R3 : Dette Financière Nette / Fonds Propres | 0,48 | <0.50x | Positif |

4.12.2 Nature des dettes financières :

| En milliers d'euros | Emprunts à taux fixe | Emprunts à taux variable | Total 31/03/2014 | Total 30/09/2013 |
|------------------------------|-----------------------------|---------------------------------|-------------------------|-------------------------|
| Emprunts bancaires | 23 842 | 6 855 | 30 697 | 34 115 |
| Emprunts liés au crédit bail | 14 308 | | 14 308 | 12 958 |
| Total | 38 150 | 6 855 | 45 005 | 47 073 |

4.12.3 Evolution des dettes financières :

| en milliers d'euros | Capital restant du | | Emission d'emprunts | Autres variations | Rembts emprunts | Capital restant dû au 31/03/2014 |
|---------------------------------------|---------------------------|-----------------------------|----------------------------|--------------------------|------------------------|---|
| | 01/10/2013 | Entrées de périmètre | | | | |
| Emprunts auprès des ets de crédit | 29 225 | | 283 | | 3 699 | 25 809 |
| Emprunts sur opération de crédit-bail | 12 958 | | 1 569 | | 219 | 14 308 |
| Dépôt de garantie | 0 | | | | 2 | -2 |
| Emprunts obligataires | 4 866 | | | | | 4 866 |
| Intérêts courus | 353 | | | | 226 | 126 |
| Divers | 4 | | | | 0 | 4 |
| Billet à ordre | | | | | | |
| Découverts bancaires | 24 084 | | | -63 | | 24 021 |
| Total | 71 490 | | 1 852 | -63 | 4 147 | 69 132 |
| Variation des emprunts | | | | -2 295 | | |

4.13 Chiffre d'affaires :

L'évolution de la ventilation du chiffre d'affaires (en K€) par zone géographique est donnée ci-après :

| En milliers d'euros | 31/03/2014 | 31/03/2013 | Variation |
|---------------------|----------------|----------------|--------------|
| Martinique | 26 547 | 28 723 | -2 176 |
| Guyane | 14 917 | 16 080 | -1 163 |
| Guadeloupe | 23 584 | 24 572 | -988 |
| Saint-Martin | 1 865 | 1 939 | -74 |
| Réunion | 10 864 | 11 570 | -706 |
| Europe | 111 676 | 105 082 | 6 594 |
| Brésil | | 8 | -8 |
| Total | 189 453 | 187 974 | 1 479 |

4.14 Frais de personnel :

Les frais de personnel se décomposent ainsi :

| En milliers d'euros | 31/03/2014 | 31/03/2013 |
|---------------------|---------------|---------------|
| Salaires | 19 975 | 20 763 |
| Charges sociales | 8 250 | 8 337 |
| Total | 28 225 | 29 100 |

4.15 Autres charges opérationnelles courantes :

| En milliers d'euros | 31/03/2014 | 31/03/2013 |
|--|---------------|---------------|
| Charges externes | 49 394 | 54 184 |
| Impôts et taxes | 3 932 | 4 138 |
| Dotation aux amortissements | 4 018 | 3 880 |
| Dotation aux provisions nettes de reprises | -1 658 | -48 |
| Total charges opérationnelles courantes | 55 686 | 62 154 |

4.16 Autres produits et charges opérationnels non courants :

Les autres produits et charges opérationnels non courants du Groupe regroupent les éléments inhabituels de nature à perturber le suivi de la performance économique de chaque enseigne.

| En milliers d'euros | 31/03/2014 | 31/03/2013 |
|---|---------------|---------------|
| Produits de cession d'immobilisations corp et incorp | 421 | |
| VNC des immobilisations corp et incorp | 342 | 38 |
| Plus-value de cession | 79 | -38 |
| Autres produits et charges opérationnels | -3 918 | -1 636 |
| Total des autres produits et charges opérationnels | -3 839 | -1 674 |

Les autres produits et charges opérationnels non courants du Groupe s'élevaient à - 3,8 M€ sur le premier semestre de l'exercice 2013/2014. Ils incluent notamment la provision pour dépréciation du droit au bail de Capucines pour 1,2 M€ et de Marseille pour 0.3 M€, des coûts de départs de salariés pour un montant de 0,7 M€ et une provision pour créances clients à hauteur de 1.1 M€

4.17 Coût de l'endettement financier :

| En milliers d'euros | 31/03/2014 | 31/03/2013 |
|--|------------|------------|
| Intérêts et charges assimilés (1) | 1 333 | 1 506 |
| (1) dont intérêts financiers liés au crédit bail | 104 | 249 |

4.18 Impôts sur les bénéfices et différés:

4.18.1 Décomposition de la charge d'impôt :

| (en milliers d'euros) | 31/03/2014 | 31/03/2013 |
|------------------------------------|---------------|---------------|
| Impôts exigibles | 942 | -70 |
| Impôts différés | 135 | 210 |
| Charge d'impôt globale | 1 077 | 140 |
| Résultat net | 1 323 | -4 733 |
| Taux d'impôt effectif moyen | 44,88% | -2,87% |

Le taux d'impôt effectif moyen s'obtient de la manière suivante :

(Impôts courants et différés) / (Résultat net avant impôts)

Le taux d'impôt effectif moyen ressort à 45% du fait de la non activation des déficits de certaines filiales.

4.18.2 Explication de la charge d'impôt :

| (en milliers d'euros) | 31/03/2014 | 31/03/2013 |
|--|----------------|----------------|
| Résultat net | 1 323 | - 4 733 |
| Résultat des sociétés mise en équivalence | - 586 | - 496 |
| Résultat des sociétés cédées | | |
| Charges (produits) d'impôts des activités poursuivies | 1 077 | 140 |
| Résultat taxable | 1 814 | - 5 089 |
| Taux d'impôts courant en France | 33,33% | 33,33% |
| Charge d'impôt théorique | - 605 | 1 696 |
| Différences permanentes | | |
| Déficit non activé | - 515 | - 1 681 |
| Reprise de déficit antérieur | | |
| Autres | 43 | |
| Crédit d'impôt recherche | | 125 |
| Résultat non soumis à fiscalité / et ou différence de taux | | |
| Charges (produits) d'impôt comptabilisé | - 1 077 | 140 |

4.19 Actif détenus en vue de la vente, activités arrêtées, cédées ou en cours de cession

Les actifs et passifs des « activités cédées ou en cours de cession » sont présentés sur des lignes séparées au bilan du Groupe, sans retraitement des périodes antérieures.

Au 31 mars 2014, un protocole de cession du droit au bail du magasin Habitat Capucines a été signé en date du 8 juillet 2014, au terme duquel, le Groupe percevra un montant de 3,48 M€ en février 2015. Hormis cette cession, le Groupe n'a pas comptabilisé d'autres actifs en vue d'une vente ou d'un arrêt éventuel.

4.20 Note annexe au Tableau de Flux de Trésorerie nette consolidé :

4.20.1 Variation de la trésorerie (en K€) :

La trésorerie nette s'élève au 31 mars 2014 à - 11,9 M€ et se décompose comme suit :

| | 31/03/2014 | | | 30/09/2013 | | | Var. |
|--|----------------|------------------------|----------------|----------------|------------------------|----------------|--------------|
| | Bilan | Variation de périmètre | Total | Bilan | Variation de périmètre | Total | |
| Disponibilités | 12 065 | | 12 065 | 9 035 | | 9 035 | 3 030 |
| Valeurs mobilières de placement | | | | | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 12 065 | | 12 065 | 9 035 | | 9 035 | 3 030 |
| Découvert bancaire | 24 021 | | 24 021 | 24 084 | | 24 084 | -63 |
| Trésorerie (endettement) net | -11 956 | | -11 956 | -15 049 | | -15 049 | 3 093 |

4.20.2 Dotations nettes aux amortissements et provisions :

| (en K€) | Dotations nettes impact 'TFI' |
|--|-------------------------------|
| Dotations nettes aux amortissements | 5 223 |
| Dotations nettes aux provisions courantes et non courantes | - 1 289 |
| Dotations nettes aux amortissements et provisions | 3 934 |

4.20.3 Flux de trésorerie provenant de l'exploitation :

| | 31/03/2014 | | | 30/09/2013 | | | Var |
|---|----------------|-------------------|--------------------------|----------------|-------------------|--------------------------|---------------|
| | Bilan | var. de périmètre | Bilan hors var.périmètre | Bilan | var. de périmètre | Bilan hors var.périmètre | |
| Stocks | 76 457 | | 76 457 | 70 904 | | 70 904 | |
| Créances d'exploitation | 28 360 | | 28 360 | 23 071 | | 23 071 | |
| Autres | 23 609 | | 23 609 | 28 858 | | 28 858 | |
| Actifs courants liés à l'exploitation | 128 426 | | 128 426 | 122 833 | | 122 833 | 5 593 |
| Fournisseurs | 53 156 | | 53 156 | 46 740 | | 46 740 | |
| Dettes fiscales et sociales | 24 713 | | 24 713 | 24 488 | | 24 488 | |
| Autres dettes | 9 874 | | 9 874 | 7 315 | | 7 315 | |
| Autres dettes non courantes | 1 145 | | 1 145 | 824 | -46 | 870 | |
| Passifs courants liés à l'exploitation | 88 887 | | 88 887 | 79 367 | -46 | 79 413 | 9 520 |
| Besoin en fonds de roulement | 39 539 | | 39 539 | 43 466 | | 43 420 | -3 927 |
| Impact variation de périmètre | | | | | 46 | | |
| Besoin en fonds de roulement | 39 539 | | 39 539 | 43 466 | 46 | 43 420 | -3 927 |

4.21 Taux de conversion :

| Pays | unité monétaire | Cours de cloture (1) | | Cours moyen de la période (2) | |
|--------|-----------------|----------------------|------------|-------------------------------|------------|
| | | 31/03/2014 | 30/09/2013 | 31/03/2014 | 30/09/2013 |
| Suisse | Franc Suisse | 1,2194 | 1,2338 | 1,2264 | 1,2256 |
| Brésil | Real brésilien | 3,0406 | 3,0406 | 2,7828 | 2,7828 |

(1) conversion du bilan

(2) conversion du compte de résultat

4.22 Résultat par action :

Les résultats nets par action sont calculés sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation sous déduction du nombre moyen d'actions auto-détenues ou détenues par des sociétés consolidées.

Les résultats nets par action dilués prennent en compte le nombre moyen pondéré d'actions défini ci-avant pour le calcul du résultat net par action majoré du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires potentiellement dilutives.

| Résultat net courant par action avant dilution | 31/03/2014 | 31/03/2013 |
|--|------------|------------|
| Résultat net des activités poursuivies | 1 323 | - 4 745 |
| Résultat net des activités cédées - part du Groupe | | |
| Résultat net - part du Groupe | 1 179 | - 4 745 |
| Nombre d'action moyen pondéré | 8 527 238 | 8 527 238 |
| Résultat net des activités poursuivies par action | 0,16 | - 0,56 |
| Résultat net des activités abandonnées par action | - | - |
| Résultat net - part du Groupe | 0,14 | - 0,56 |

| Résultat net courant par action après dilution | 31/03/2014 | 31/03/2013 |
|--|------------|------------|
| Résultat net des activités poursuivies - part du Groupe | 1 323 | - 4 745 |
| Résultat net des activités cédées - part du Groupe | - | - |
| Résultat net - part du Groupe | 1 179 | - 4 745 |
| Nombre d'action moyen pondéré | 8 527 238 | 8 527 238 |
| Actions dilutives | 540 674 | 540 674 |
| Nombre d'action moyen pondéré retraité | 9 067 912 | 9 067 912 |
| Résultat net des activités poursuivies par action | 0,15 | - 0,52 |
| Résultat net des activités abandonnées par action | - | - |
| Résultat net - part du Groupe | 0,13 | - 0,52 |

4.23 Informations sectorielles :

Le premier niveau d'information sectorielle du Groupe est présenté par enseigne et le second niveau par zone géographique.

Les informations sectorielles suivent les mêmes principes et méthodes comptables que ceux utilisés pour les états financiers consolidés et décrits dans les notes annexes aux états financiers consolidés pour l'exercice clos au 30 septembre 2013.

4.23.1 Répartition par enseigne :

- Répartition au 31/03/2014 : (données en k€)

| Compte de résultat | CAFOM | E Commerce | BUT | CONFORAMA | HABITAT | Consolidé |
|--------------------------|-------|------------|--------|-----------|---------|-----------|
| Chiffres d'affaires Nets | 1 642 | 36 491 | 56 540 | 21 237 | 73 543 | 189 453 |

○ Répartition au 31/03/2013 :(données en k€)

| Compte de résultat | CAFOM | E Commerce | BUT | CONFORAMA | HABITAT | Consolidé |
|--------------------------|-------|------------|--------|-----------|---------|----------------|
| Chiffres d'affaires Nets | 2 578 | 29 171 | 56 768 | 25 909 | 73 548 | 187 975 |

4.23.2 Autres informations (actifs et passifs par zone géographique) :

○ Répartition au 31/03/2014 :(données en k€)

| Compte de résultat | France | Europe | Guadeloupe | martinique | Guyane | La réunion | saint martin | Reste du monde | Consolidé |
|--------------------------|--------|--------|------------|------------|--------|------------|--------------|----------------|-----------|
| Chiffres d'affaires Nets | 89 080 | 15 750 | 23 584 | 26 547 | 14 917 | 10 864 | 1 865 | 6 846 | 189 453 |

○ Répartition au 31/03/2013 :(données en k€)

| Compte de résultat | Europe | Guadeloupe | Martinique | Guyane | Reunion | Bresil | Saint Martin | Consolidé |
|--------------------------|---------|------------|------------|--------|---------|--------|--------------|-----------|
| Chiffres d'affaires Nets | 105 082 | 24 572 | 28 723 | 16 080 | 11 570 | 8 | 1 939 | 187 975 |

4.24 Informations relatives aux parties liées :

Les transactions avec les parties liées n'ont pas connu de modification significative au cours du semestre par rapport à celles décrites dans le dernier rapport financier annuel. La seule opération de l'exercice a été la suivante :

Constatation, pour le premier semestre, d'une redevance de 354 000 € relative à Financière Caraïbes, au titre , d'une part, d'une mission de conseil et d'étude en matière de développement et d'appui dans la réalisation d'opérations complexes et, d'autres part, de la fourniture d'opportunités de développement, d'affaires ou de facteurs de réduction des coûts.

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la Société CAFOM, relatifs à la période du 1^{er} octobre 2013 au 31 mars 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport d'activité semestriel commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Paris et Neuilly-sur-Seine, le 19 septembre 2014

Les commissaires aux comptes

PRESENCE AUDIT & CONSEIL

Pierre SOULIGNAC
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de Paris

CONCEPT AUDIT & ASSOCIES

Laurence LEBOUCHER
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de Paris

DELOITTE & ASSOCIES

Albert AIDAN
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de Versailles

J'atteste qu'à ma connaissance les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 19 septembre 2014

Hervé GIAOUI
Président CAFOM